

# JOURNAL DE ROUBAIX

## POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.  
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs.  
La France et l'étranger, les frais de poste en sus.

LE PRIX DES ABONNEMENTS EST PAYABLE D'AVANCE. — TOUT ABONNEMENT CONTINUE JUSQU'À RÉCEPTION D'AVIS CONTRAIRE.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17

Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX  
Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.  
Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C<sup>o</sup>, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34  
Bruzelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 10 MAI 1886

### Solution pacifique

La Turquie déclare-t-elle la guerre à la Grèce ? Non, probablement. L'accord s'établira-t-il entre la Turquie et le gouvernement hellène ? On peut encore l'espérer. Pour s'engager dans une lutte qui serait sans merci avec le roi Georges, il faudrait que le sultan espérait quelque avantage des succès possibles. Mais peut-il compter sur un accroissement de territoire ? Peut-il croire que des provinces qui ont secouru le joug musulman se le laisseront imposer de nouveau, que le croissant abattu pourra se relever là où la croix l'a remplacé ? Les fils de Canaris passeront-ils sous les fourches caudines ? Non. Et une conquête créerait à la Porte plus de difficultés qu'elle ne lui rapporterait de gloire et d'argent.

Le sultan exigera-t-il un dépôt de guerre ? Les finances grecques ne pourraient le payer, quelque désir qu'elles en aient. Si la Turquie n'a aucun intérêt à déclarer la guerre, elle ne la déclarera pas. Une dépêche de la dernière heure nous apprend qu'elle a fait parvenir aux divers cabinets l'assurance qu'elle n'avait pas l'intention de franchir la frontière grecque. Donc, on peut être tranquille de ce côté, à moins que, moyennant une rétribution inavouable qui resterait inavouée, les soldats musulmans consentissent à se faire les gendarmes de l'Europe chrétienne contre une puissance catholique.

Quant au blocus des puissances, ce ne peut être et ce n'est qu'un blocus platonique. Il ne peut s'exercer, en effet, que sur des navires portant pavillon grec. L'action des puissances ne saurait aller jusqu'à la visite des autres bâtiments. Le commerce grec ne souffrirait donc en rien de la mesure, et, à cela, on fournit une preuve : l'Angleterre est intéressée à ce que les transactions ne s'arrêtent pas, puisqu'elle est l'une des puissances qui en profitent le plus. Et si même une guerre éclatait entre la Grèce et la Turquie, on peut avoir l'assurance que les munitions ne manqueraient pas aux soldats du roi Georges, et peu de personnes s'étonneraient en Europe de voir une des nations faire ouvertement le blocus et en même temps la contrebande de guerre.

Un fait nouveau vient donner une nouvelle force aux espérances qu'on peut avoir d'un dénouement amical. M. Delyannis, dont l'attitude pendant ces événements aura été aussi correcte que patriotique, vient d'informer les représentants étrangers qu'il était résolu à démissionner afin d'épargner des calamités à son pays. D'autre part, le gouvernement d'Athènes a cru devoir démentir toute pensée d'agression par une note dont voici le passage essentiel :

« Le départ d'Athènes du 1<sup>er</sup> régiment ainsi que tout autre mouvement militaire présent ou futur, n'implique aucune intention belliqueuse de la part de la Grèce. Le gouvernement, décidé à ne pas troubler la paix, ainsi qu'il l'a déclaré, persiste dans sa décision et ne prendra l'initiative d'aucune attaque contre aucun Etat. »

La note se termine en disant que « si une attaque était dirigée contre le pays, il puisse la repousser et rendre impossible la violation de la frontière. » C'est là le seul motif des mesures prises par le cabinet. Dans ces conditions, il semble que les chances d'une solution pacifique se sont sensiblement augmentées depuis vingt-quatre heures.

### NOUVELLES DU JOUR

L'exposition des pommes de terre à Montdidier

Montdidier, 9 mai. — Aujourd'hui a eu lieu la fête de la distribution des prix de l'exposition des pommes de terre. Le train ministériel est arrivé à 10 heures. MM. Deville et Goblet ont été reçus à la gare par le préfet, le secrétaire général, les sous-préfets du département, M. Dauphin et M. Frédéric Petit, sénateurs, M. Jametel, député, de nombreux conseillers généraux et tous les hauts fonctionnaires du département. Le préfet a souhaité la bienvenue aux ministres. Le ministre de l'Agriculture a répondu que les intérêts agricoles trouveront toujours en lui un défenseur énergique. Après un lunch à la gare le cortège officiel, aux sons de la *Marseillaise* et au milieu d'un concours

considérable de population s'est dirigé vers l'exposition escorté par la gendarmerie et les sociétés de gymnastique.

A midi, a eu lieu la sous-préfecture la réception de tous les fonctionnaires. A une heure, distribution des récompenses sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Montdidier, 9 mai. — Un banquet a réuni ce soir 300 convives. M. Deville a dit que le gouvernement faisait de l'agriculture l'objet de sa sollicitude. Il croit avoir trouvé le remède à la crise dans le projet favorisant les distilleries agricoles. M. Goblet a ajouté que la souscription de l'emprunt montrait que la France a confiance dans la République. Trois petits neveux de Parmentier assistaient à cette fête.

Le concours régional agricole de Marseille

Marseille, 9 mai. — Ce matin a eu lieu la distribution des récompenses au Grand-Théâtre, en présence de MM. Baihaut, Granet, Peytral, du préfet, du maire et d'une nombreuse assistance; M. Baihaut qui présidait la cérémonie a prononcé une allocution.

Le président du Conseil, élu très heureux, dit-il, d'assister aux fêtes du concours, et le gouvernement, en déléguant deux de ses membres à Marseille, a voulu prouver que la meilleure politique est celle qui place au premier rang les intérêts matériels du pays.

Je rentrerai à Paris, ajoute le ministre, après ce voyage à Marseille, dans la journée. L'arrivée d'un peuple ardent au travail et au progrès de la liberté.

La France a souffert, vous le savez, tout autre pays eût été anéanti; elle s'est relevée, plus digne, plus forte que jamais, étonnant le monde entier. La concurrence étrangère est venue cependant faire disparaître presque tous les capitaux et la mission du ministre actuel consistera surtout à rendre des capitaux et des forces productives à l'activité nationale.

D'autre part, toute la sollicitude du gouvernement sera portée au maintien de la paix extérieure, comme il l'a déjà fait, avec une puissance amie et un maintien du respect des lois. Il travaillera sans relâche à la solution des diverses questions intéressant les travailleurs français.

Enfin, le gouvernement s'attachera surtout à cimenter l'union des partis, demandant à tous de faire trêve aux divisions stériles. Cette union n'est pas un utopie, le ministre le croit, et, s'il en était autrement, il faudrait au moins le soleil du midi d'être exalté son imagination.

Dans cette union, comptons sur la partie, la plus patriotique des nôtres, sur la jeunesse française. La distribution des récompenses a commencé aussitôt après ce discours. M. Baihaut a remis la croix de la Légion d'honneur à M. Espitalier, les palmes académiques à M. Lejourné et des décorations de mérite agricole à divers notables du pays.

L'emprunt

Paris, 9 mai. — C'est demain lundi, 10 mai, qu'aura lieu la souscription publique à l'emprunt national de 900 millions en rentes 3 0/0 perpétuel. Elle sera close le même soir.

Sur cette somme de neuf cent millions, 400 millions en fonds nouveaux seront remis à la caisse des Dépôts et consignations, en attendant que les comptes courants des caisses d'épargne et de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Le surplus, soit 500 millions, sera affecté à la souscription publique.

Les actions émises au prix de 70 fr. 80 pour 3 fr. de rente.

Le navire de l'avenir

Paris, 9 mai. — Le bruit court que l'amiral Aube, peu satisfait des expériences de lancement de torpilles récemment faites à Cherbourg, se montrerait moins enthousiaste de cet engin maritime. Par contre, ses amis disent, — encore bien bas, mais assez haut pour qu'on l'entende, — que l'amiral-ministre est en possession du *navire de l'avenir*. Il s'agit d'un bâtiment spécial, construit par une compagnie industrielle sur les plans de M. de Bussy, et en vertu d'un marché très secret.

Tout le budget de la marine passera bientôt en expérience.

Le ministre de la guerre à l'école de médecine militaire

Paris, 9 mai. — Le ministre de la guerre, accompagné du médecin-inspecteur Bandon, directeur du service de santé, a visité hier l'école de médecine et de pharmacie militaire. Il a été reçu par M. Perrin, directeur, qui lui a présenté individuellement les médecins et les élèves. Il a parcouru les salles des cours et des collections et a examiné avec la plus grande attention diverses propositions qui lui ont été faites dans l'intérêt de l'hygiène du soldat.

Le général Boulanger a également visité l'hôpital militaire du Val-de-Grâce; puis il est revenu à l'école de médecine, où il a assisté au cours d'hygiène de M. Laveran, médecin principal. Le ministre a ensuite réuni le personnel enseignant ainsi que les élèves, et, dans une courte allocution, il les a félicités de leur dévouement et de leur zèle.

Les adieux des habitants du canton d'Eu à la princesse Amélie

Paris, 9 mai. — Les habitants de la ville d'Eu et des différentes communes des alentours ayant demandé à Mme la comtesse de Paris la faveur d'offrir leurs hommages à la princesse Amélie avant son départ, Madame a bien voulu les recevoir aujourd'hui à midi. Le comte et la comtesse de Paris, la princesse Amélie, entourés de tous les princes se tenaient dans le parc.

Ils se sont bienôt mêlés à la foule qui se tenait dans les jardins et le parc réservé. C'était à qui l'approcherait et exprimerait son respectueux attachement. La princesse Amélie était couverte de fleurs.

Les pauvres gens secourus par la comtesse de Paris avec tant de générosité avaient voulu apporter à la jeune princesse des bouquets qu'ils étaient allés cueillir dans le bois. Un buffet, auquel tout le monde accédait librement, avait été dressé sous les arbres du parc. Cette fête était une manifestation vraiment spontanée dont on gardera longtemps au château et parmi la population un long souvenir.

Chez le duc de Chartres

Paris, 9 mai. — Ce soir il y a eu chez M. le duc de Chartres dîner de 20 convives en l'honneur du grand duc et de la grande duchesse Vladimir de Russie.

Parmi les convives était la duchesse d'Uzès, le marquis de Beauvoir, le comte d'Hassonville, M. Gavard, etc., etc.

Un discours de M Spuller

Dijon, 9 mai. — Une réunion du comité républicain a eu lieu au casino en présence de 1800 personnes. M. Spuller a déclaré qu'il attend beaucoup de la majorité qui est en train de se constituer en dehors du groupe extrême.

Au vaquon

On lit dans l'*Revue* du 8 mai : « Léon XIII a reçu en audience spéciale Mgr Thomas, archevêque de

Rouen, qui lui a remis une somme pour le denier de Saint-Pierre.

» Demain, très probablement, il recevra Mgr Richard, coadjuteur du cardinal archevêque de Paris, qui est arrivé hier.

» Mgr Richard est descendu à la procure de Saint-Sulpice. »

Les inculpés dans l'assassinat Watrin

Dezaveville, 9 mai. — Dix accusés impliqués dans l'affaire de l'assassinat de M. Watrin ont été transférés hier à la prison de Rodez. On pense dès lors que l'affaire passera prochainement aux assises.

Grève allemande. — Rixe sanglante

Berlin, 9 mai. — Des scènes de désordre viennent d'avoir lieu à Weimar. Une partie des ouvriers occupés à la construction du chemin de fer de Weimar à Berka, trouvant que le salaire de 22 marks 40 pf. par jour était insuffisant; se sont pris de querelle avec les employés et les ont roués de coups.

Ils ont ensuite engagé les autres ouvriers à se mettre en grève avec eux, et ceux-ci, la plupart des Poméraniens, ayant refusé de se joindre à eux ils ont été saisis par la police et conduits à l'hôpital.

Plusieurs ouvriers grièvement blessés, ont été transportés à l'hôpital; quatre des meneurs ont été arrêtés. Une enquête est ouverte.

La crise industrielle dans la Prusse Occidentale

Berlin, 9 mai. — On signale de Königsberg que des groupes très nombreux d'ouvriers sans travail se rendent tous les jours à l'hôtel de ville pour solliciter des moyens de subsistance.

Le marasme du commerce et de l'industrie ne fait que s'accroître dans la Prusse occidentale; contrairement à ce qui se produit d'habitude, la réouverture de la navigation ne paraît nullement améliorer la situation.

Les troubles en Amérique

Paris, 9 mai. — Les nouvelles de Chicago sont meilleures. Il ne s'est pas produit de nouveaux désordres. On pense que les moments critiques sont passés. A Milwaukee également l'horizon s'éclaircit, à ce point qu'une partie de la milice qui avait été dirigée sur cette ville vient de repartir.

Le choléra

Rome, 9 mai. — Depuis hier à midi jusqu'à l'heure à la même heure, il y a eu à Brindisi 1 décès; à Ostuni; 12 cas et 2 décès; à Torre-Santa-Suzanna 2 cas et 1 décès; à Salerno, 1 cas, 1 décès; à Venise, 9 cas 3 décès.

### AU CAMBODGE

Le journal le *Cambodge* publie les renseignements suivants sur les affaires qui ont eu lieu depuis le milieu du mois de mars :

« Dans la nuit du 16 au 17 mars, le capitaine Gross, des zouaves, s'est emparé de deux chefs rebelles, les Kralopes Chin et Mok, très intendants dans l'arrondissement de Krang.

« Les 14, 15, 16, 17 et 18 mars, le poste de Bang-Lové, occupé par 40 zouaves aux ordres de l'adjudant Lambert, a été attaqué par une bande de 400 rebelles armés de 300 fusils environ. Les rebelles ont été repoussés constamment dans toutes leurs attaques. 4 zouaves ont été blessés.

« Le sous-lieutenant Brozet, commandant le poste de Compong-Tralich, a surpris le 19 au matin le chef rebelle Ruti-Kray au campement de Chusen Paop. Nous avons pris 12 voitures, 1 fusil, 2 barils de poudre. Le Ruti-Kray a pu s'échapper avec ses éléphants.

« La colonne du commandant Mercier a quitté Bang-Lové, le 23 mars, et elle est arrivée à Rom-tick le 29; sur sa route, elle a été attaquée le 23, le 26 et le 29 mars, par des bandes du Mékong Keo, lieutenant de Si-Votha. Le 26, nous avons eu 2 blessés.

« Le 29 mars, vers neuf heures du soir, le lieutenant Rivet, commandant le poste de Compong-Toul, a fait une sortie pour surprendre un poste établi sur la rive droite du Preo-Thnot. Après quelques coups de fusil, les rebelles ont pris la fuite; à l'exception de deux sentinelles sur lesquelles se sont jetés le lieutenant Rivet et un soldat de l'infanterie de marine. Les deux Cambodgiens sont parvenus à se déloger, et l'un d'eux, en s'enfuyant a déchargé son fusil dans le ventre du lieutenant Rivet, qui est mort de cette blessure à dix heures et demie. »

UNE MATINÉE DE DUEL

M. Henri de Péne publie à la librairie Ollendorff, sous le titre de *Trop belle*, un roman d'un grand intérêt. Voici un extrait de cette œuvre étonnante. Le chapitre que l'on va lire pourrait s'intituler : Une matinée de duel :

Il faisait assez beau, ce matin là; pour un jour de décembre. La ville s'était éveillée dans le brouillard; mais comme il commençait à se dissiper quand, à dix heures, les témoins de Pierre firent leur entrée chez lui.

« A la bonne heure ! Nous aurons un rayon de soleil sur les midi, dit le commandant. Je déteste les duels où l'on n'y voit pas clair.

Il ajouta : — Tout est prêt : les armes, le médecin, le landau de rigueur... — Dejeunons-nous ensemble ? — Si vous le permettez, dit Pierre; nous déjeunerons chacun de notre côté. Evitons de faire voir notre trier, c'est le meilleur moyen d'échapper aux questions et aux commentaires des fâcheux qu'on est toujours exposé à rencontrer. Me voilà habillé : je vais sortir tout à l'heure; j'irai tranquillement déjeuner chez Durand et, après cela, je vous retrouverai... Où voulez-vous que je vous retrouve ?

« La voiture doit être à midi devant le palais de l'Industrie. — Eh bien, rendez-vous là, à midi. — Resté seul, La Cabanne s'informe si Mlle Hélène est à la maison.

— Mademoiselle est sortie à pied avec sa gouvernante.

— Quand Mlle Hélène rentrera, vous lui direz que je l'ai demandée. N'y manquez pas.

— Madame la comtesse... — Eh bien ? — Madame la comtesse a fait demander par Justine si monsieur dînerait avec elle.

« Vous direz que oui, à moins que... Non, vous direz que oui tout simplement et que j'aimerais peut-être MM. de Comaneuil et d'Alhauem.

En sortant de chez le restaurateur, où il se félicitait de n'avoir rencontré aucune personne de sa connaissance — ce n'était pas encore l'heure des déjeuners parisiens, — Pierre est entré dans l'église de la Madeleine.

Agénouillé devant l'autel, il demande pardon à Dieu et implore sa miséricorde pour ses enfants.

Le voilà de nouveau dehors. Il allume un cigare et, à petits pas, monte l'avenue des Champs Elysées, se demandant lequel d'un croyant ou d'un incroyant, doit envier l'autre, dans la situation où il se trouve en ce moment placé.

« Ce qu'il y a de plus bête dans mon cas, se répétait-il sans cesse depuis la veille, c'est qu'au fond ce duel est sans cause, puisque je n'ai pas voulu demander réparation de l'offense que l'on reconnaissait m'avoir faite et voilà qu'à présent je rends raison d'une offense qui n'existe pas. »

Il avait pris l'allée de gauche. Deux cavaliers qui descendaient les Champs-Elysées au pas, leur promenade faite, lui envoyèrent de la main un bonjour auquel il répondit de la même façon. C'était Monkir-Bey et Lionel de Malbis, le petit marquis toulousain venu à Paris pour se déprovincialiser et se décolonialiser toujours pas de trouver Paris plus provincial que la province.

Joseph de Maistre a dit : « Je ne sais point comment est faite l'âme d'un soldat; mais je connais celle d'un honnête homme, c'est une chose horrible. » Pierre se disait à peu près de même qu'il croyait avoir le droit de pas se considérer comme un poltron, et pourtant, si enraciné est en nous le préjugé de la vie, qu'il fallait bien s'avouer que, sans l'aider, il regretterait de la perdre. Sur le champ de bataille on est soutenu par la pensée du devoir qui vous tient compagnie. Mais ici, quelle disproportion entre la cause et l'effet ! et la mesure, cette disproportion, à peu près comme tout à l'heure les témoins allaient mesurer les pas.

Aux arbres mornes et dépourvus qui bordent l'avenue, aux rares passants inconnus qu'il croisait, aux petites boutiques, sans chandelles à cette heure, qui débilitent du sucre d'orge, du pain d'épices, des balles, du coco, des céréales, et qui semblent faire partie d'une végétation spéciale aux Champs-Elysées, il adressait l'adieu mental de celui qui s'apprête à mourir et qui se sent pris d'attachement subit pour les choses et les hommes à côté desquels il va et vient indifférent dans les jours ordinaires.

Un marchand de chevaux, haut juché sur les coussins d'un tilbury, faisait admirer les actions d'un trotteur à deux ou trois amateurs arrêtés sur le bord de la chaussée. Pierre reconnut ces messieurs et, pour n'être point vu, s'enfonga sous les arbres.

Le voilà arrivé devant le palais de l'Industrie. Le vicomte et le commandant y sont déjà. Il les aperçoit, faisant les cent pas. Avec eux est un troisième personnage imberbe, gras et le teint fleuri, c'est le docteur Rémy.

« Nous sommes en avance, mon cher Pierre. La voiture est là entre le palais et le Diorama. Voulez-vous que nous fassions encore un tour ?

« Non, partons sur-le-champ; on ne sait jamais comment vont marcher ces voitures de place; il ne faut pas risquer de nous faire attendre.

Comaneuil se rapproche de La Cabanne, le docteur et M. d'Alhauem se précèdent. — Tu n'as rien à me recommander, mon cher Pierre ?

« Une seule chose : s'il m'arrive malheur et que je ne sois pas tué sur le coup, tu sais, je veux un prétre. J'y crois plus qu'à ce ouï-ouï et il le montre le médecin.

« Sois tranquille, je connais tes idées; mais j'ai bon pressentiment. Je porte bonheur sur le terrain à mes clients, moi, tu le sais; c'est ma spécialité. Et chez toi, rien de nouveau ? As-tu la comtesse ? Crois-tu qu'elle se doute de quelque chose ?

« Je pense qu'elle ne sait rien, et je ne l'ai pas vue, grâce au ciel !

Le cocher a reçu les ordres; la voiture roule à une allure modérée vers le pont de Saint-Cloud. Chemin faisant, les quatre hommes parlent de tout; excepté de ce qu'ils vont faire : théâtre, politique, chevaux, affaires intérieures de leur club.

On vient d'afficher au tableau la candidature d'un étranger que ses parrains présentent comme un fort grand seigneur et que l'opposition représente comme un aventurier dangereux.

« Dangereux ! dit Comaneuil, c'est aller bien loin. J'ai causé avec lui et je suis sûr au moins qu'il n'a pas inventé la poudre.

Le médecin qui aime à raconter ses duels — il entend par là ceux auxquels il a pris part comme spectateur professionnel — essaye de placer une histoire où, par un coup de lance et d'andouille donné à un blessé qui serait, sans cela, mort étouffé cinq minutes plus tard, il lui sauva la vie. Mais il se voit

écouté avec impatience et il abrège son récit. Si ce n'était que les quatre hommes qui sont en redingote boutonnée à une heure qui implique d'ordinaire une autre tenue et que, sauf les cas forcés de noces ou d'enterrement, on ne s'empile guère de la sorte dans un grand carrosse de louage, on ne se donnera guère, à entendre l'entretien, qu'il y a là un candidat à la mort prochaine.

« Ce qui prouve l'acharnement de l'assaut donné par les grévistes à l'usine, c'est que toutes les vitres sont brisées et que la cour et les ateliers sont jonchés de pierres. S'ils n'avaient pas été repoussés à coups de feu, de grands malheurs étaient à craindre, car ils parlaient de détruire l'usine comme en Belgique.

« Quinze arrestations ont déjà été faites. — Bien que calmes, les grévistes stationnent par groupes autour de l'usine. »

### LES CARDINAUX

On annonce d'une façon certaine qu'au prochain Consistoire, qui aura lieu dans la première quinzaine de juin, le Pape créera trois cardinaux français.

Les trois nouveaux princes de l'Eglise seront : Mgr Place, archevêque de Rennes; Mgr Bernardot, archevêque de Sens, et Mgr Laingnieux, archevêque de Reims.

Depuis plusieurs années, le Pape se refusait à nommer des cardinaux français, tant que le gouvernement et les Chambres n'auraient pas préalablement rétabli au budget des cultes l'allocation supplémentaire de 10,000 francs qui était traditionnellement inscrite en faveur des titulaires de cette haute dignité ecclésiastique.

Les archevêques reçoivent un traitement annuel de 15,000 fr., ce qui n'est certes pas une somme bien élevée, et, en outre, les cardinaux reçoivent toujours, depuis le Concordat, une allocation supplémentaire de 10,000 fr., bien justifiée par l'éclat et les charges de la fonction.

Naturellement, cette allocation a été supprimée depuis plusieurs années par notre majorité de gauche, et à toutes les demandes du Pape pour en obtenir le rétablissement, les ministres successifs avaient répondu qu'ils seraient personnellement tous disposés à l'inscrire dans leurs propositions, mais que la commission du budget et la majorité législative persisteraient invariablement à la biffer.

Dans cette situation, le conflit semblait sans issue. Les cardinaux français mouraient et n'étaient plus remplacés.

Heureusement, le Pape, plus sage que nos gouvernements, et dans une pensée conciliatrice dont il faut le louer, s'est résigné à passer outre. On lui a d'ailleurs représenté qu'en persistant dans son attitude, ce n'est pas le gouvernement de la République qu'il punirait, mais bien le clergé français, dont la fidélité et le dévouement méritent tout autre chose que des marques de rigueur.

Cédant à ces justes considérations, Léon XIII s'est décidé à nommer trois cardinaux français.

Nous n'avions plus que trois prélats investis de cette dignité : Mgr Guibert, archevêque de Paris; Mgr Gaverot, archevêque de Lyon et Mgr Desprez, archevêque de Toulouse.

Le Consistoire du mois de juin portera le nombre de nos cardinaux à six, et en y ajoutant notre compatriote le cardinal Pitra, de l'ordre des bénédictins, établi à Rome où il exerce les fonctions de bibliothécaire du Vatican, la France se trouvera représentée par sept voix dans le futur conclave.

### L'ÉNEUTE DE LA MULIÈRE

Voici des détails sur cette émeute dont nous avons sommairement parlé hier :

« Au confluent du Rhône et de la Saône, c'est-à-dire aux portes de Lyon, se trouve une petite commune nommée La Mulière et qui forme, en quelque sorte, un faubourg de la seconde ville de France. Il y a un an environ que cette localité a été érigée en commune, elle formait auparavant avec une nouvelle commune, celle de Sainte-Foy, une agglomération désignée sous ce dernier nom.

C'est une localité très industrielle et, en grande partie, habitée par les nombreux ouvriers des usines qu'on y trouve en abondance.

« C'est dans ce milieu essentiellement porté aux revendications sociales que se sont produits, hier, les faits profondément regrettables dont voici le récit très exact.

« Hier, à six heures du soir, trois ou quatre cents ouvriers venant de la maison Allouard, en grève depuis deux mois, s'étaient massés aux portes de cette usine attendant la sortie des rares ouvriers qui y avaient repris leur travail.

« Le directeur, dans la crainte que ces derniers ne fussent en butte aux menaces de leurs camarades, les logea à l'usine.

« Ces défections eurent pour effet d'exciter les grévistes, qui, après avoir manifesté devant l'usine, se réunirent en nombre de cinq cents et votèrent la continuation de la grève sous ce dernier nom.

« Au moment où ils sortaient, ils virent passer une voiture de déménagement, transportant le mobilier d'un ouvrier vers l'usine.

« Aussitôt, les grévistes assiégèrent la voiture, maltraitèrent le cocher et traînèrent le véhicule jusqu'au Rhône, où les meubles, après avoir été brisés, furent précipités.

« La femme d'un ouvrier, voulant s'interposer, fut odieusement maltraitée par sa foule.

« Quand les grévistes eurent détruit le mobilier, ils assiégèrent l'usine Allouard à coups de pierres. Le directeur de l'usine et plusieurs ouvriers furent atteints par les projectiles.

« En même temps, les grévistes essayaient de forcer le portail; mais les ouvriers, placés à l'intérieur, accoururent, armés de fusils, et firent feu sur les assaillants. Plusieurs de ces derniers furent blessés par les armes, seulement chargés de plomb.

« L'arrivée de la police mit fin à la lutte, et les blessés, au nombre de onze (quatre du côté des grévistes, sept du côté des ouvriers de l'usine), ont pu recevoir aussitôt les soins nécessaires.

« La police et la gendarmerie, entourant l'usine et veillant à la sûreté de ses habitants.

« Le procureur général, le procureur de la République et l'un de ses substituts, un juge d'instruction, le commandant de la gendarmerie et les médecins experts se sont rendus sur les lieux pour procéder à une enquête.

« De l'interrogatoire auquel ont été soumis les ouvriers de l'usine, il résulte que trois d'entre eux, qui, d'ailleurs, les reconnaissent, ont tiré des coups de fusil et de revolver contre les grévistes qui avaient déjà brisé la porte d'entrée et qui s'apprêtaient à envahir l'usine.

« Le directeur de l'usine a déclaré qu'il était absent au moment de la fusillade, se trouvant occupé à faire sauver sa famille par une issue de derrière.

### BULLETIN ÉCONOMIQUE

LA FABRIQUE LYONNAISE

On écrit de Lyon au *Moniteur universel* : « La fabrique lyonnaise, qui avait vu ces temps derniers une légère reprise du travail, est menacée de nouvelles souffrances et peut-être d'un nouveau chômage. Les commandes diminuent en effet, et déjà l'on parle d'un prochain abaissement de tarifs pour la fabrication de certaines pièces.

« Cette situation précaire est aussi alarmante pour les patrons que pour les ouvriers. Ceux-ci commencent à émigrer, lassés qu'ils sont de ne pas rencontrer un salaire suffisant pour rémunérer leur travail et surtout pour entretenir leur famille. On dit qu'une dizaine de mille ont déjà quitté la Croix-Rousse pour passer les uns au Chili, les autres aux Etats-Unis, quelques-uns seulement, et en très petit nombre, pour s